

Aingeray  
Andilly  
Ansauville  
Avrainville  
Bicqueley  
Bois-de-Haye  
Boucq  
Bouvron  
Bruley  
Charmes-la-Côte  
Chaudeney-sur-Moselle  
Choloy-Ménillot  
Domèvre-en-Haye  
Domgermain  
Dommartin-lès-Toul  
Écrouves  
Fontenoy s/Moselle  
Francheville  
Foug  
Gondreville  
Grosrouvres  
Gye  
Jaillon  
Lagney  
Laneuveville-derrière-Foug  
Lay-Saint-Remy  
Lucey  
Manoncourt-en-Woëvre  
Manonville  
Ménil-la-Tour  
Minorville  
Noviant-aux-Prés  
Pagny-derrière-Barine  
Pierre-la-Treiche  
Royaumeix  
Sanzey  
Toul  
Tremblecourt  
Trondes  
Villey-le-Sec  
Villey-Saint-Etienne



# RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2020

## PREAMBULE

Voici encore une année dense et riche qui s'annonce pour la CC2T qui, entre autres sujets, assume depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020 la compétence mobilité sur l'ensemble du territoire, ainsi que la compétence Eau (et assainissement), dont elle assure désormais en direct la relation avec les abonnés. Qu'il s'agisse de la facturation comme des interventions techniques, les équipes de la CC2T sont aujourd'hui les premières interlocutrices des usagers et s'appuient, à chaque fois que cela est nécessaire, sur l'expertise et l'intervention technique des prestataires privés.

Rien de révolutionnaire au fond, si ce n'est la volonté assumée de mieux maîtriser une partie importante du service - celle qui relie directement le redevable à la collectivité - ce qui est en soi un vrai défi !

Pour la mobilité, le travail se fait également au quotidien avec notre prestataire, dans un esprit de partenariat, d'adaptation et d'exigence.

Comme pour d'autres chantiers, nous avons le devoir, pour ces sujets complexes et sensibles, d'assurer un service de qualité tout en privilégiant la proximité avec les habitants.

2020 est aussi une année de renouvellement électoral pour le bloc communes-communauté.

Proposer l'adoption d'un budget avant ces échéances est avant tout un choix pragmatique, qui privilégie la continuité de l'action de la CC2T tout en tenant compte des contraintes calendaires imposées par cette année d'élections.

Le débat d'orientation budgétaire de cette année particulière tient évidemment compte de ce contexte. C'est pourquoi il vous sera proposé de rester dans la continuité des actions déjà engagées par le passé, laissant le soin à la future assemblée de tracer d'autres nouveaux projets.

**Fabrice CHARTREUX**

**Président de la CC2T**

Conformément aux dispositions de l'article L2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le débat d'orientation budgétaire doit avoir lieu dans un délai maximal de deux mois avant l'examen du budget, prévu cette année lors du Conseil Communautaire du 13 février 2020.

Le débat d'orientation budgétaire n'a aucun caractère décisionnel. Il doit néanmoins faire l'objet d'une délibération afin que le représentant de l'Etat puisse s'assurer du respect de la loi.

## Table des matières

<b>1/ ELEMENTS DE CONTEXTE .....</b>	<b>4</b>
A/ AU PLAN NATIONAL : L'ESSENTIEL DES LOIS DE FINANCES .....	4
<i>La réforme de la fiscalité locale .....</i>	5
B/ AU PLAN LOCAL : LA DYNAMIQUE ECONOMIQUE DU TERRITOIRE .....	6
<b>2/ LES PRINCIPALES ORIENTATIONS POUR 2020.....</b>	<b>7</b>
A/ DES SERVICES PUBLICS RENFORCES ET UNE POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE TOUJOURS VOLONTARISTE .....	7
1) <i>La CC2T met de l'eau dans ses compétences.....</i>	7
2) <i>La mobilité en Terres Toulousaines : le nouveau réseau COLIBRI.....</i>	7
3) <i>L'extension des consignes de tri .....</i>	8
B/ LE PACTE FISCAL ET FINANCIER.....	9
C/ TABLEAU DE BORD DES ACTIONS 2020 .....	10
<b>3/ LES FINANCES DE LA COMMUNAUTE .....</b>	<b>13</b>
A/ LES RESULTATS COMPTABLES PROVISOIRES POUR L'ANNEE 2019 .....	13
B/ LES PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS DE LA COMMUNAUTE .....	14
C/ LA GESTION DE LA DETTE .....	15
D/ LES RESSOURCES DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMUNAUTE .....	16
<i>La fiscalité.....</i>	16
<i>Le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC).....</i>	17
<i>Les dotations et subventions perçues .....</i>	17
<i>Les redevances et diverses recettes .....</i>	17
E/ LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMUNAUTE .....	18
<i>Les dépenses de personnel.....</i>	18
F/ BALANCES GENERALES DE FONCTIONNEMENT .....	20

# 1/ ELEMENTS DE CONTEXTE

## A / AU PLAN NATIONAL : L'ESSENTIEL DES LOIS DE FINANCES

La loi de finances rectificative pour 2019 ne prévoit pas de disposition qui concerne la Communauté.

La loi de finances initiale pour 2020 retient finalement les hypothèses économiques suivantes :

- ✧ Une croissance du PIB français en volume de +1,3% pour 2020, identique à la progression anticipée pour 2019.
- ✧ Une inflation prévisionnelle de +1,3% (prix à la consommation hors tabac), contre +1,1% en 2019.
- ✧ Un déficit public qui passerait de 3,1 points de PIB attendus en 2019 à 2,2 points en 2020.

**Le point le plus important de la loi de finances concerne la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales (article 16) : ce point est explicité plus en détail à la page suivante.** Outre cette réforme, comme chaque année, la loi de finances pour 2020 prévoit de nombreuses dispositions intéressant les collectivités, parmi lesquelles :

**VT :** L'Etat ayant réduit les conditions dans lesquelles les établissements ont l'obligation de contribuer au versement transport (VT), cela a entraîné une hausse importante de la compensation que l'Etat verse aux collectivités. Pour annuler cet effet, l'article 73 fait désormais entrer cette compensation dans le périmètre des variables d'ajustement budgétaires, son montant passant ainsi mécaniquement de 91 millions d'euros en 2019 à 48 millions d'euros en 2020, ce qui réduit d'autant le financement du service. Par ailleurs, pour mémoire, les dispositions de la loi Pacte sur les effectifs entrent en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2020 : un établissement doit avoir franchi le seuil de 11 salariés pendant cinq années civiles consécutives pour être assujéti au VT et le franchissement à la baisse du seuil d'effectif fait à nouveau courir cette règle.

**IFER :** L'article 123 prévoit une baisse de 7,57 à 3,155 €/kW des tarifs de l'imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (IFER) pendant vingt ans pour les centrales de production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque mises en service après le 1<sup>er</sup> janvier 2021.

**FCTVA :** L'article 249 acte une nouvelle fois le décalage de la date d'entrée en vigueur de l'automatisation du fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA), désormais au 1<sup>er</sup> janvier 2021, afin de s'assurer de la neutralité budgétaire de cette automatisation.

**FPIC :** L'article 253 prévoit une extension de la garantie de sortie progressive des ensembles intercommunaux qui cessent d'être éligibles au fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC), égale à 50% de l'attribution perçue en 2019.

**DSC :** L'article 256 inscrit la définition de la dotation de solidarité communautaire (DSC) à l'article L5211-28-4 du code général des collectivités (CGCT) et non plus dans le code général des impôts, en précisant les modalités de répartition tel qu'anticipé dans le cadre des discussions du Pacte Fiscal et Financier. En effet, la répartition doit désormais majoritairement tenir compte de deux critères pondérés par la population : l'écart de revenu par habitant et l'insuffisance du potentiel financier ou du potentiel fiscal par habitant de la commune par rapport à la moyenne par habitant de l'intercommunalité.

**CIID :** La commission intercommunale des impôts directs (CIID) est chargée de donner un avis sur les évaluations foncières des locaux commerciaux et formuler des propositions en matière de coefficients de localisation. Ces derniers permettent de minorer ou majorer de 30% le tarif par mètre carré de la catégorie de chacun des locaux professionnels présents sur une parcelle d'assise pour tenir compte de sa situation particulière au sein d'un secteur d'évaluation. L'article 146 dispose que la périodicité de mise à jour de ces coefficients est portée à deux ans, que l'âge minimum des commissaires de la CIID est réduit de 25 à 18 ans et qu'il ne sera plus nécessaire de prévoir un commissaire domicilié en dehors de l'intercommunalité.

**DGF :** Pour les communes, la dotation de solidarité urbaine (DSU) et la dotation de solidarité rurale (DSR) augmentent chacune de 90 millions d'euros. La dotation d'intercommunalité est quant à elle augmentée de 30 millions d'euros. Ces hausses de la péréquation au sein du bloc communal sont financées intégralement au sein de la DGF. D'autre part, la prise en compte des redevances d'assainissement dans le calcul du coefficient d'intégration fiscal (CIF) pour les communautés de communes, prévue dès 2020, est repoussée à 2026, date butoir de transfert de la compétence assainissement. Pour mémoire, la dotation d'intercommunalité a fait l'objet d'une réforme en 2019, avec dorénavant une enveloppe unique plutôt que des montants en euros par habitant dépendant de la catégorie juridique de l'intercommunalité.

**VL :** Les valeurs locatives (VL) des locaux à usage d'habitation restent assises sur des tarifs au mètre carré, en totale inadéquation avec le marché actuel. A l'instar de ce qui a été mis en œuvre pour les locaux commerciaux, l'article 146 prévoit une révision des valeurs locatives en définissant des secteurs homogènes de tarifs à partir des loyers pratiqués, en ne conservant que quatre sous-groupes (maisons individuelles, appartements, locaux exceptionnels et dépendances isolées), et en neutralisant les pertes ou gains fiscaux pour chaque impôt et collectivité avec un coefficient de neutralisation, sans régler le problème de cohérence avec le coefficient déjà appliqué aux locaux commerciaux. Le calendrier est le suivant :



## La réforme de la fiscalité locale

**Il importe de souligner que la taxe d'habitation est supprimée uniquement pour les résidences principales, la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (et logements vacants) restant inchangée.**

Pour l'Etat, cette réforme met à mal la trajectoire de réduction du déficit public.

Pour les contribuables, en fonction de leurs revenus, la suppression progressive aura été étalée comme suit :

### De 2018 à 2020 :

- Dégrevement progressif pour 80% des ménages :
  - 30% en 2018
  - 65% en 2019
  - 100% en 2020



### 2021 et 2022 :

- Exonération progressive pour les ménages restant :
  - 30% en 2021
  - 65% en 2022



### A compter de 2023 :

- Taxe d'habitation supprimée pour les résidences principales

**En compensation de la perte de produit de taxe d'habitation sur les résidences principales (THRP), les intercommunalités bénéficieront, dès 2021, d'une fraction de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) nationale.** Le montant de cette fraction sera égal en 2021 au produit de THRP résultant de l'application du taux intercommunal 2017 aux bases 2020. Le pourcentage de TVA nationale ainsi obtenu pour 2021 sera ensuite appliqué sans modification chaque année au montant de TVA nationale de l'année précédente, les intercommunalités bénéficiant de la dynamique de cet impôt indirect (+2,9% par an en moyenne depuis 2013), avec une garantie : si la fraction de TVA d'une année s'avère inférieure au produit perdu en 2020, l'État financera la différence.

La prise en compte du taux intercommunal de 2017 dans le calcul de la compensation confirme qu'il ne fallait pas modifier le taux de TH depuis l'annonce de la réforme, ce qui a été pris en compte par la CC2T. Dans le cas contraire, l'Etat n'aurait pas tenu compte des hausses de taux décidées entre 2017 et 2019 dans le calcul de la compensation, ce qui aurait entraîné une perte de produit fiscal dès 2020. Désormais, les politiques d'abattement en matière de TH et son taux sont gelés.

S'agissant des règles de lien entre les taux, la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFB) devient la taxe « pivot » à la place de la TH : ainsi, les taux de cotisation foncière des entreprises (CFE) et de taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) ne pourront pas augmenter plus ou baisser moins que le taux de TFB.

La part indirectement supprimée de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (taxe GEMAPI additionnelle aux taxes d'habitation, foncières et de cotisation foncière des entreprises) sera répartie sur les deux taxes restantes (la CC2T, n'ayant pas mis en œuvre cette taxe additionnelle, n'est pas concernée).

**Les communes, dès 2021, ne percevront plus la taxe d'habitation sur les résidences principales et bénéficieront à la place du produit de taxe sur le foncier bâti qui revenait aux départements.** Si le transfert de fiscalité génère pour la commune un produit supplémentaire inférieur ou égal à 10 000 euros en 2021, elle conserve ce gain. Dans le cas contraire, un mécanisme visant à corriger la différence est mis en place. Contrairement aux réformes fiscales précédentes, il ne s'agit pas d'un fonds spécifique mais d'une correction du produit de TFB par le biais d'un coefficient correcteur (le fameux « coco ») qui s'applique au nouveau produit de TFB perçu afin qu'il soit identique au montant de la TH supprimée l'année de calcul de la compensation :  $\text{coefficient correcteur} = 1 + \frac{\text{variation de produit entre TH supprimée et TFB transférée}}{\text{produit global TFB de 2020}}$

*\* au taux communal 2017 et départemental 2020, avec compensations d'exonération et moyenne triennale des rôles supplémentaires*

Ce coefficient (supérieur à 1 pour les communes sous-compensées et inférieur à 1 pour les communes surcompensées) est figé mais, appliqué chaque année aux bases globales de foncier bâti de la commune, le montant corrigé évoluera en fonction de la dynamique des bases de TFB. Le coefficient n'a par contre pas d'effet sur le produit fiscal issu d'une variation du taux décidé par la commune. **Il faudra désormais bien faire la distinction entre le produit de TFB appelé par la commune et le produit émis auprès des contribuables**, sensiblement différent et « mutualisé » entre l'ensemble des communes.

**La réforme acte la spécialisation des impôts et la fin de l'autonomie fiscale pour les départements, compensés de la perte de TFB par une fraction de TVA dès 2021, ne bénéficiant ainsi plus d'aucun impôt local, à l'instar des régions depuis 2011.**

Par ailleurs, afin de neutraliser les effets de la réforme pour les contribuables de la taxe foncière, des corrections sont opérées sur les régimes d'abattements, d'exonérations et coefficients issus de la révision des valeurs locatives des locaux professionnels.

Les modifications présentées ci-avant auront des impacts très significatifs sur les indicateurs financiers et sur l'ensemble des dotations (y compris au sein des répartitions territoriales comme la dotation de solidarité communautaire). A titre d'exemple, le potentiel financier des départements et intercommunalités au taux de TH élevés, souvent parmi les moins favorisés, va mécaniquement progresser, sans aucune modification de leur richesse effective. Aussi un rapport devra être remis par le gouvernement au Parlement, avant la loi de finances pour 2021, pour mesurer les conséquences de la réforme de la fiscalité locale sur la détermination des concours financiers de l'État et fonds de péréquation en l'absence de refonte des indicateurs financiers utilisés, mais aussi pour présenter les opportunités d'évolution.

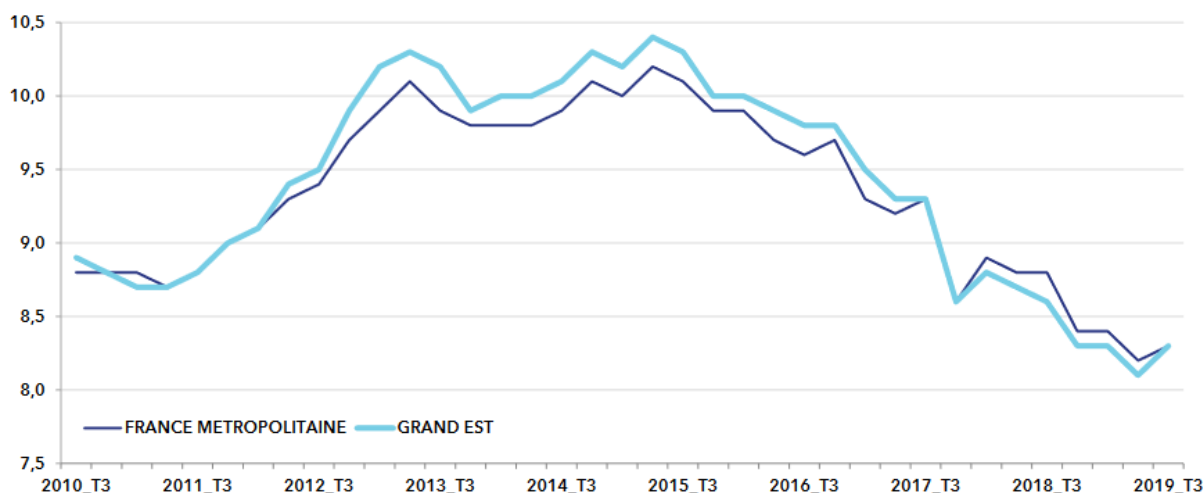
On pourra par ailleurs noter que, suite à cette réforme, la construction de logements sociaux (exonérés de longue durée de TFB) ne génère plus de produit de fiscalité locale.

## TAUX DE CHÔMAGE LOCALISÉ DANS LES TERRITOIRES DU GRAND EST

3<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE  
2019

Au 3<sup>ème</sup> trimestre 2019, avec une augmentation de 0,2 point par rapport au trimestre précédent, le taux de chômage dans le Grand Est s'établit à 8,3 %, niveau comparable au niveau de la France métropolitaine. Toutefois cette dernière enregistre une progression de 0,1 point par rapport au trimestre précédent. Sur un an, le taux de chômage du Grand Est baisse de 0,3 point. Sur la même période, la baisse du taux métropolitain est de 0,5 point.

### ÉVOLUTION DU TAUX DE CHÔMAGE



### ÉVOLUTION DU TAUX DE CHÔMAGE PAR DÉPARTEMENT

Au 3<sup>ème</sup> trimestre 2019, tous les départements du Grand Est affichent un taux de chômage en hausse par rapport au trimestre précédent. La hausse la plus conséquente concerne les Ardennes (+0,4 point), département dont le taux de chômage est l'un des plus élevés de la région. Globalement, la hausse de ce taux est de 0,2 point.

Malgré ce trimestre peu favorable, sur une période d'un an, la baisse du taux de chômage est présente sur l'ensemble des départements du Grand Est, de façon plus ou moins prononcée. Elle varie de -0,2 points (Ardennes, Bas-Rhin et Haut-Rhin) à -0,6 point pour la Meuse.

	2018 T3	2018 T4	2019 T1	2019 T2	2019 T3	Évol. trimestrielle (en point)	Évol. annuelle (en point)
Ardennes	10,5	10,2	10,1	9,9	10,3	0,4	-0,2
Aube	11,3	11,0	10,9	10,7	10,9	0,2	-0,4
Marne	8,4	8,1	8,0	7,9	8,1	0,2	-0,3
Haute-Marne	7,8	7,6	7,5	7,2	7,3	0,1	-0,5
Meurthe-et-Moselle	8,8	8,3	8,2	8,1	8,3	0,2	-0,5
Meuse	8,6	8,2	8,2	7,9	8,0	0,1	-0,6
Moselle	8,8	8,5	8,4	8,2	8,4	0,2	-0,4
Bas-Rhin	7,5	7,2	7,2	7,1	7,3	0,2	-0,2
Haut-Rhin	8,4	8,1	8,1	8,0	8,2	0,2	-0,2
Vosges	9,4	9,2	9,1	8,9	9,1	0,2	-0,3
<b>Grand Est</b>	<b>8,6</b>	<b>8,3</b>	<b>8,3</b>	<b>8,1</b>	<b>8,3</b>	<b>0,2</b>	<b>-0,3</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>8,8</b>	<b>8,4</b>	<b>8,4</b>	<b>8,2</b>	<b>8,3</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,5</b>

Source : DIRECCTE Grand Est – Service études statistiques et évaluation – 3<sup>ème</sup> trimestre 2019

## 2/ LES PRINCIPALES ORIENTATIONS POUR 2020

### A/ DES SERVICES PUBLICS RENFORCES ET UNE POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE TOUJOURS VOLONTARISTE

#### 1) La CC2T met de l'eau dans ses compétences

Validée en conseil communautaire en décembre 2018 - et en l'absence de la minorité de blocage des communes prévue par la loi Ferrand-Fesneau du 3 août 2018 - la compétence eau est venue s'ajouter, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, aux compétences assainissement et eaux pluviales déjà exercées par la communauté de communes.

La CC2T est donc devenue la collectivité porteuse de cette compétence, sans néanmoins bouleverser les engagements et les usages. Ainsi, les contrats de DSP (délégation de service public) encore en cours dans plusieurs communes perdurent jusqu'à leur terme. Les représentations au sein des syndicats auxquels sont rattachées certaines communes se font par le biais des conseillers municipaux déjà engagés, même si c'est dorénavant la CC2T qui est juridiquement membre de ces syndicats. Enfin, les conventions passées avec les communes veillent à préserver un lien fonctionnel et opérationnel.

Pour la mise en œuvre de cette compétence, les élus ont fait le choix d'un mode de gestion en régie pour la relation avec les usagers (facturation, réclamation, interventions d'astreinte...) avec recours à un marché de prestations pour certaines interventions techniques, ceci afin de s'appuyer sur l'expertise des entreprises privées spécialisées dans ce domaine, tout en gardant la maîtrise et le pilotage direct du service rendu aux habitants.

Lors la séance du 13 décembre 2018, l'assemblée communautaire a également retenu le principe d'un moratoire sur l'évolution des prix de l'eau potable sur une période de trois années, sous réserve des conditions rappelées ci-dessous :

1. Sur la base des équilibres financiers actuels constatés,
2. En considérant un niveau de service actuel inchangé prenant en compte une collaboration étroite entre la commune et la communauté le cas échéant, c'est-à-dire pour les communes actuellement encore impliquées au quotidien dans la gestion de l'eau,
3. En l'absence de travaux lourds indispensables et imprévisibles.

#### 2) La mobilité en Terres Toulouses : le nouveau réseau COLIBRI

Depuis le 2 janvier 2020, la communauté de Communes Terres Toulouses met en œuvre un réseau de transport sur l'ensemble de ses 41 communes, via une délégation de service public accordée à la société SADAP, filiale du groupe Prêt à Partir. Une société dédiée a été créée pour cette délégation : Terres Toulouses Mobilité.

Le nom donné à ce nouveau service de transports en commun pour la CC2T est COLIBRI.

Qu'il s'agisse des liaisons scolaires, des lignes régulières ou encore du transport à la demande, le maillage du réseau de transport en commun touche aujourd'hui l'ensemble du territoire.

Quelques dysfonctionnements constatés au démarrage ont donné lieu à des adaptations quasi immédiates du service par le délégataire, signes d'une très bonne réactivité de sa part, de son souci d'être au rendez-vous de ses engagements et à l'écoute des attentes de la collectivité.

Parallèlement, la CC2T va mettre en œuvre des actions en faveur des autres formes de mobilité (aires de co-voiturage, facilitation des déplacements doux...) en s'appuyant sur les réflexions et propositions de la commission et sur les crédits budgétaires disponibles.

Rappelons que cette nouvelle compétence, d'un coût annuel total de l'ordre de 2,5 M€, est financée en totalité par le versement transports acquitté par les entreprises de plus de 11 salariés et la billettique, sans recours à la fiscalité des ménages.



### 3) L'extension des consignes de tri

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, tous les emballages se trient sur le territoire de la Communauté de Communes Terres Toulaises. Cette simplification des consignes remplit le double objectif d'améliorer le niveau de tri – et donc de diminuer le volume des ordures ménagères résiduelles – et de faciliter le quotidien des habitants face à leurs déchets.

Concrètement, pots de yaourts, de crème, barquettes en plastiques, polystyrène, films et blisters, tubes de dentifrices ou de crème...etc... s'ajoutent aux emballages qu'il était déjà possible de trier auparavant.

L'objectif national, à horizon 2030, est de porter le pourcentage de recyclage à 56 %, contre 23% aujourd'hui.

La CC2T, qui confirme une fois encore sa politique volontariste en matière de traitement des déchets ménagers, participe activement à cette dynamique.

L'enjeu à la fois environnemental et économique, passe par une bonne appropriation du sujet par les habitants.



## B/ LE PACTE FISCAL ET FINANCIER

Les travaux préparatoires à la fusion qu'ont menés de concert les anciennes Communautés de Communes de Hazelle-en-Haye et du Toulinois avaient permis d'acter dès 2016 un protocole financier général de fusion, avant d'engager des discussions pour arrêter un premier acte du Pacte financier et fiscal de la Communauté de Communes Terres Toulaises et de ses communes membres.

Celui-ci, validé en 2018, comprenait notamment :

- La diminution des attributions de compensation négatives à hauteur de 30%,
- Le maintien du fonds de solidarité jeunesse jusque 2019 et l'ouverture d'une réflexion quant à la mise en place d'un outil de solidarité financière ayant vocation à lui succéder,
- Le principe d'un partage de la croissance de la taxe sur le foncier bâti revenant à la commune sur les zones économiques communautaires, sous des modalités restant à arrêter.

Au-delà, la Communauté de Communes Terres Toulaises s'est engagée à pleinement prendre en charge des dépenses liées à ses compétences, en prenant en compte des questions d'équité au sein du territoire et la situation financière de plus en plus délicate des communes, avec entre autres :

- ✓ La prise en charge du numérique en accompagnement de la Région Grand Est sans participation des communes,
- ✓ Le développement du service de la mobilité sans contrepartie financière (financement intégral par les recettes commerciales et le versement transport),
- ✓ La prise en charge par la Communauté, au titre de sa compétence déchets ménagers, des aménagements des points d'apport volontaire, ainsi qu'une participation à la gestion des déchets abandonnés pour l'ensemble des communes qui traitent cette problématique,
- ✓ La mutualisation d'équipements communautaires.

La réflexion s'est poursuivie en 2019 (groupe de travail, exécutif, séminaire des conseillers du 14 septembre 2019, commission des Maires) pour aboutir à des propositions regroupées dans le second acte du Pacte financier et fiscal de la communauté de communes et de ses communes membres, dans une logique de solidarité et de réduction des disparités au sein du territoire.

Dans ce cadre, sont notamment proposés à l'avis des conseils municipaux et communautaires :

- La prise en charge intégrale par la Communauté de Communes Terres Toulaises du coût du prélèvement au titre du Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC) en lieu et place des communes,
- La création d'une Dotation de Solidarité Communautaire (DSC) portée à 500 000 € versés aux communes par le budget communautaire à compter de 2020,
- La diminution de 1,5% du montant des attributions de compensation positives pour les seules communes dont le potentiel financier par habitant est supérieur de 20% au potentiel financier moyen des communes membres,
- Le partage de 50% de la croissance du produit fiscal communal de la taxe sur le foncier bâti sur le périmètre des zones communautaires et de 50% du produit intercommunal complémentaire d'IFER pour de nouveaux projets photovoltaïques menés par les communes, ces sommes étant affectées à un fonds de concours pour les communes, versé à compter de 2021.

Les critères de répartition de la Dotation de Solidarité Communautaire proposés dans le cadre de ce projet de Pacte financier et fiscal, s'appuyant sur les travaux du séminaire du 14 septembre 2019, sont les suivants :

- Proportionnellement à population communale des enfants de 3 à 16 ans
- Proportionnellement à l'écart de revenu par habitant (pondéré par la population communale)
- Bonification le cas échéant en fonction du niveau d'effort fiscal de la commune
- Bonification le cas échéant en fonction du potentiel financier par habitant de la commune

Ce projet est soumis à l'ensemble des communes pour avis. Si une majorité de communes approuve le projet de pacte avant le 24 janvier 2020, il sera soumis au vote du Conseil Communautaire pour validation et mis en œuvre dès 2020.

## C/ TABLEAU DE BORD DES ACTIONS 2020

		Opération engagée, en cours			
		Opération possible – décision à prendre			
		Opération inéluctable à court ou moyen terme			
	THEME OPERATION	ECHEANCIER	IMPACT BUDGETAIRE 2020	OBSERVATIONS	ELUS REFERENTS
A M E N A G E M E N T D U T E R R I T O I R E	MOBILITE	2020 et après	Budget annexe sans dotation du budget principal	Nouvelle DSP mobilité (transport scolaire et commercial) Et actions de mobilité alternatives (aires covoiturage...)	J. BOCANEGRA
	Réaménagement Gare de Toul	2019-2022	100 000 € (total : 1,35 M€ subventionné à 60% minimum)	Requalification en pôle d'échange multimodal – 2019-2020 : années d'étude + bouclage co-financements + maîtrise d'œuvre+ préparation des marchés 2021-2022 : travaux	J. BOCANEGRA
	NUMERIQUE	2018-2023	452 160 € Total : 2,3 M€	Pilotage Région Grand Est La CC2T participe à hauteur de 2,3M€ en lieu et place des communes	P. HENNEBERT
	Plan Climat Air Energie Territorial	2018-2020	25 000 € (études – hors actions)	Réalisation en lien avec le Pays Terres de Lorraine Validation du PCAET 1 <sup>er</sup> trim 2020	O. HEYOB
U R B A N I S M E P L U I	URBANISME- PLUi	2017-2021	360 000 € (Montant total : 880 000€) + SIG mutualisé + règlement publicité extérieure	Accord territorial sur les orientations et les grands principes réglementaires du PLUiH : fév 2020 Arrêt du PLUiH fin 2020 Approbation finale 3 <sup>ème</sup> tr. 2021	JP. COUTEAU K. JUVEN
	OPAH (opération programmée d'amélioration de l'habitat)	pluriannuel	Env. 400 000 € Dont RAR + part Région	2020 : dernière année de l'OPAH en cours Et lancement d'une pré-opérationnelle pour la prochaine OPAH	C. ASSFELD LAMAZE

D E V E L O P P E M E N T	PITE, Espace K, J. D'Arc, Génie, Bruley, Noviant-aux- Prés, ZAE départementales	pluriannuel	ZAC espace K <b>350 000 €</b>  Finition voirie Pôle JA et participation études EPFL : <b>80 000 €</b>	Poursuite des opérations de commercialisation et d'aménagement des zones  Suite et fin des travaux de l'espace K	F. CHARTREUX JP. COUTEAU
	ZAE Parc de HAYE	2020...	<b>500 000 €</b> <b>(en cours de</b> <b>négociation)</b>	Reprise par la CC2T en 2020 Concession d'aménagement à attribuer	F. CHARTREUX JP. COUTEAU
	Pol. commerciale, AOC, économie rurale	pluriannuel		Nouveau manager de commerce  FISAC terminé – Quelles suites ? à voir avec la Région	A. HARMAND C.THERMINOT
	Tourisme	pluriannuel	Cotisation 2020 Maison du Tourisme : <b>135 700 €</b>	Périmètre et fonctionnement de la Maison du Tourisme à réinterroger	A. HARMAND
	Bâtiment 001	2019-2020	<b>Estim. 150 000 €</b> Total : 800 000 €	Aménagement de la dernière tranche : bureaux entreprises + salle de réunion mutualisée	F. CHARTREUX JP. COUTEAU
E N V I R O N N E M E N T	EAU	2020 et après	Budget annexe	Mise en route de la nouvelle compétence en régie avec marché de prestations Service abonnés et astreinte gérés en régie depuis le 01/01/2020	L. GUYOT
	RIVIERES GEMAPI PLUVIAL	pluriannuel	<b>150 000 €</b>	Interventions sur le Terrouin en 2020 + poursuite des études Esch et Ingressin	JL. STAROSSE
	PROGRAMME ASSAINISSEMENT	pluriannuel	Budget annexe	Mise en œuvre du PPI à l'échelle des 41 communes : travaux STEP et gestion patrimoniale des réseaux 2020 : travaux STEP de Trondes + finalisation des études Boucq et Bouvron	JL. STAROSSE
	PROGRAMME OM	pluriannuel	Budget annexe	Poursuite plateformes de déchets verts Extension des consignes de tri	R. ARNOULD
	ECOCITOYENNETÉ	pluriannuel	<b>30 000 €/an</b>	Actions de sensibilisations à l'éco- citoyenneté, économies d'énergie	R. ARNOULD O. HEYOB
	TRANSITION ENERGETIQUE	pluriannuel	<b>35 000 €</b>	Acquisition foncière pour station GNV	O. HEYOB

S E R V I C E S P U B L I C S	<b>SCHEMA DE MUTUALISATION</b>	pluriannuel	Charges à caractère général et recettes en fonctionnement	⇒ Vérification des bornes incendie mutualisée à l'échelle CC2T +désherbeur thermique...	G. LIOUVILLE
	<b>PETITE ENFANCE</b>	2019.....	Recettes redevances des familles et CAF	Crèches intercommunales de Bois de Haye et Manonville RAMPE intercommunal Coordination et lien avec le CCAS de Toul	D. PICARD
	<b>Soutien au milieu associatif</b>	pluriannuel	<b>Env. 46 000 €/an</b> + 5000 € pour projets exceptionnels		E. PAYEUR
	<b>Coopération décentralisée</b>	pluriannuel	<b>Max. 40 000 €</b> Crédits loi Oudin et budget général	Opérations d'adduction d'eau potable	E. PAYEUR
	<b>OVIVE Travaux d'extension</b>	2019- 2021	<b>100 000 €</b> Total estimatif : <b>3,1 M € HT</b> y c. maîtrise d'œuvre Progression attendue des recettes issues des droits d'entrée	Extension bassin ludique, espace SPA, zone de jeux extérieurs 2020 : désignation maîtrise d'œuvre, validation d'un avant—projet définitif et préparation des marchés 2021 : travaux	E. PAYEUR
	<b>Base Nautique André Vecker</b>	2019-2021	<b>100 000 €</b> Coût estimatif des travaux (hors subventions) : <b>1,4 M€ HT</b> y c. maîtrise d'œuvre	Base vie et hangars 2019 : études de faisabilité 2020 : désignation maîtrise d'œuvre, validation d'un avant—projet définitif et préparation des marchés 2021 : travaux	E. PAYEUR

### 3/ LES FINANCES DE LA COMMUNAUTE

## A/ LES RESULTATS COMPTABLES PROVISOIRES POUR L'ANNEE 2019

Sous réserve d'ultimes ajustements.

COMPTE ADMINISTRATIF PROVISoire 2018	SECTION DE FONCTIONNEMENT	Taux de réalisation réel hors report	SECTION D'INVESTISSEMENT	Taux de réalisation global de la section	TOTAL
<b>BUDGET PRINCIPAL CC2T</b>					
TOTAL DEPENSES	21 918 766,65	97,6%	2 848 362,05	61,4%	24 767 128,70
TOTAL RECETTES	22 755 655,60	101,0%	2 798 352,90	49,3%	25 554 008,50
RESULTAT DE L'EXERCICE	+836 888,95		-50 009,15		+786 879,80
REPORT ANTERIEUR	+2 275 192,31		-628 955,67		+1 646 236,64
RESTES A REALISER (SOLDE)			-1 141 472,79		-1 141 472,79
<i>Besoin de financement de la section d'investissement :</i>			- 1 820 437,61		
<i>Report disponible après 1068 :</i>			+1 291 643,65		
<b>BUDGET ANNEXE TEOM</b>					
TOTAL DEPENSES	4 824 147,09	92,3%	1 318 973,54	59,6%	6 143 120,63
TOTAL RECETTES	5 047 059,86	105,0%	656 752,37	45,9%	5 703 812,23
RESULTAT DE L'EXERCICE	+222 912,77		-662 221,17		-439 308,40
REPORT EXERCICE ANTERIEUR	+1 533 032,14		+357 717,26		+1 890 749,40
RESTES A REALISER (SOLDE)			-39 161,41		-39 161,41
<b>BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT</b>					
TOTAL DEPENSES	1 985 305,56	84,3%	4 089 150,45	71,7%	6 074 456,01
TOTAL RECETTES	2 755 495,44	104,8%	3 713 424,15	50,2%	6 468 919,59
RESULTAT DE L'EXERCICE	+770 189,88		-375 726,30		+394 463,58
REPORT EXERCICE ANTERIEUR	+572 501,82		-1 216 763,79		-644 261,97
RESTES A REALISER (SOLDE)			+1 624 380,17		+1 624 380,17
<b>BUDGET ANNEXE ZAR NOVIANT</b>					
TOTAL DEPENSES	21 649,01	26,3%	14 522,00	17,5%	36 171,01
TOTAL RECETTES	43 884,15	103,3%	12 828,24	65,8%	56 712,39
RESULTAT DE L'EXERCICE	+22 235,14		-1 693,76		+20 541,38
REPORT EXERCICE ANTERIEUR	+29 275,69		+41 824,24		+71 099,93
RESTES A REALISER (SOLDE)			+0,00		+0,00
<b>BUDGET ANNEXE PITE</b>					
TOTAL DEPENSES	224 000,00	19,5%	224 000,00		448 000,00
TOTAL RECETTES	224 000,00		224 000,00	19,5%	448 000,00
RESULTAT DE L'EXERCICE	+0,00		+0,00		+0,00
<b>BUDGET ANNEXE MOBILITE</b>					
TOTAL DEPENSES	1 730 434,04	90,3%	22 764,02	4,8%	1 753 198,06
TOTAL RECETTES	2 203 047,01	112,7%	18 991,29	42,8%	2 222 038,30
RESULTAT DE L'EXERCICE	+472 612,97		-3 772,73		+468 840,24
REPORT EXERCICE ANTERIEUR	+232 682,33		+185 643,58		+418 325,91
RESTES A REALISER (SOLDE)			-5 285,00		-5 285,00
<b>CONSOLIDATION (TOUS BUDGETS)</b>					
TOTAL DEPENSES	30 704 302,35		8 517 772,06		39 222 074,41
TOTAL RECETTES	33 029 142,06		7 424 348,95		40 453 491,01
RESULTAT DE L'EXERCICE	+2 324 839,71		-1 093 423,11		+1 231 416,60
REPORT EXERCICE ANTERIEUR	4 642 684,29		-1 260 534,38		+3 382 149,91
RESTES A REALISER (SOLDE)			438 460,97		+438 460,97

Dans l'hypothèse où la Communauté affecte 1 820 437,61 € à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement, la Communauté Terres Toulouses bénéficiera d'un excédent de fonctionnement reporté de 1 291 643,65 €.

## B/ LES PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS DE LA COMMUNAUTE

Le résultat de fonctionnement évolue comme suit par rapport aux données antérieures consolidées :

	Données consolidées CC2H+CCT		CC2T - Budget principal			
	2015	2016	2017	2018	2019	Variation
Recettes réelles de fonctionnement hors 002	22 233 029	22 089 741	21 277 238	21 605 801	22 468 294	+4%
Dépenses réelles de fonctionnement	20 002 876	20 995 595	19 201 019	19 449 403	21 006 693	+8%
Epargne brute (recettes – dépenses)	2 230 153	1 094 146	2 076 219	2 156 397	1 461 601	-32%
Epargne nette (capital de la dette déduit)	1 824 098	668 430	1 678 310	1 759 551	960 218	-45%
Capacité de désendettement	3,62	6,98	3,36	3,05	4,27	+40%
Transferts d'ordre	-648 196	-796 792	-635 461	-748 943	-624 712	-17%
<b>Résultat de fonctionnement de l'exercice</b>	<b>1 581 956</b>	<b>297 353</b>	<b>1 440 758</b>	<b>1 407 455</b>	<b>836 889</b>	<b>-41%</b>
Résultat de fonctionnement reporté (002)	2 055 909	3 637 865	1 648 873	1 701 738	2 275 192	+34%

La santé financière de la Communauté peut s'apprécier en rapportant l'endettement à l'épargne brute. La capacité de désendettement ainsi calculée (principal ratio de solvabilité) correspond à la durée en années qui serait nécessaire pour rembourser complètement la dette en y consacrant la totalité de l'épargne dégagée. Traditionnellement, on considèrerait que le premier seuil d'alerte de la capacité de désendettement se situait à 10 ans et que ce ratio ne devait pas dépasser 15 ans. La dernière loi de finances prévoit, pour les collectivités concernées, une trajectoire d'amélioration de la capacité de désendettement (non contraignante), qui ne devrait pas dépasser 12 années.

Dans la mesure où des événements ponctuels peuvent altérer l'interprétation des comptes des collectivités, les notions d'épargne brute courante et d'épargne nette courante, purgées des opérations à caractère exceptionnel (charges et produits exceptionnels, dotations ou reprises sur provision) permettent de mieux approcher la capacité d'autofinancement réelle.

Le tableau ci-après récapitule ces éléments pour les principaux budgets :

	Budget principal	Budget assainiss.	Budget TEOM	Budget ZAR	Budget mobilité	TOTAL
Epargne brute courante 2019	2 301 255	1 499 434	485 157	35 043	488 031	<b>4 808 921</b>
Epargne nette courante 2019	1 799 872	1 202 971	271 316	35 043	488 031	<b>3 797 234</b>
<b>Capa. de désendettement courante 2019</b>	<b>2,8</b>	<b>2,4</b>	<b>2,5</b>	NA	NA	
<b>Capa. de désendettement courante 2018</b>	<b>3,4</b>	<b>2,5</b>	<b>1,9</b>	NA	NA	

Recettes réelles courantes de fonctionnement : hors résultat reporté (002), produits exceptionnels (77) et reprises sur provisions (78)

Dépenses réelles courantes de fonctionnement : hors charges exceptionnelles (67) et dotations aux provisions (68)

Epargne brute courante = recettes réelles courantes de fonctionnement - dépenses réelles courantes de fonctionnement

Capacité de désendettement courante = encours de dette / épargne brute courante

Epargne nette courante = épargne brute courante - remboursement en capital de la dette

**La Communauté, dont la situation financière est satisfaisante, devra veiller à maintenir un niveau d'épargne suffisant pour faire face aux diminutions de dotations (DGF, FPIC, emploi aidés), financer les programmes d'investissement prévus (en tenant compte des dotations aux amortissements à respecter) et développer la solidarité avec les communes.**

La loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 prévoit que l'objectif national d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre correspond à un taux de croissance annuel de 1,2 % appliqué à une base de 2017, en valeur et à périmètre constant.

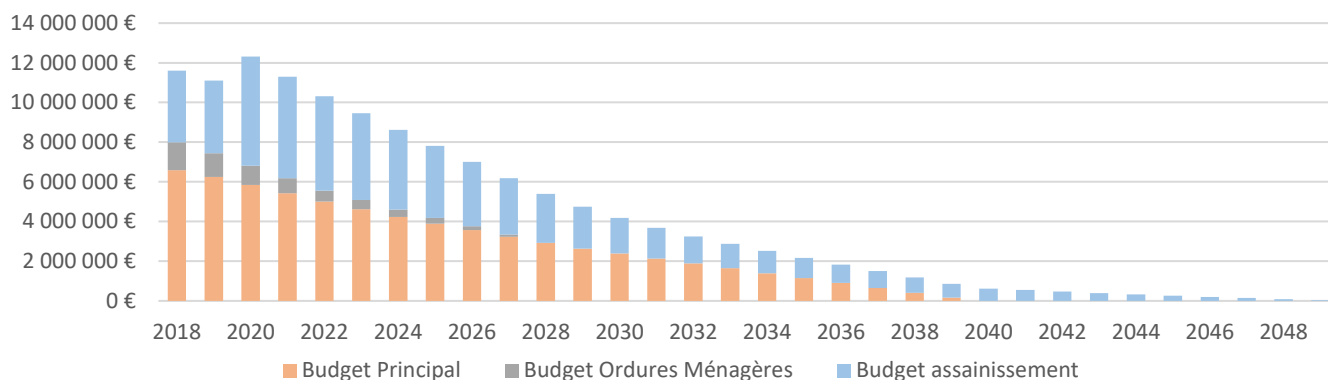
Le respect de cette trajectoire par la Communauté se traduirait par l'objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement suivant (tous budgets confondus – hors nouveaux transferts de compétences) :

CA 2019	Prév. 2020	Prév. 2021	Prév. 2022
28 043 647	28 380 171	28 720 733	29 065 382

## C/ LA GESTION DE LA DETTE

Afin de financer les équipements de la Communauté, il a été nécessaire de recourir à l'emprunt.

Le graphique suivant illustre le profil d'extinction de la dette actuelle dans le temps pour les principaux budgets (hors nouveau budget annexe de l'eau - données en cours de consolidation - et nouveaux emprunts complémentaires éventuels) :



Emprunts minorés des remboursements de dette (tous budgets cumulés, en M€) :	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
	11,11	12,32	11,30	10,31	9,45	8,61	7,81	7,00	6,18	5,39

	BUDGET PRINCIPAL	BUDGET ASSAINISSEMENT	BUDGET O.M.
Annuité du compte administratif 2019	719 051 €	442 978 €	270 265 €
dont remboursement en capital	501 383 €	296 463 €	213 841 €
dont intérêts de la dette	217 668 €	146 515 €	56 424 €
Capital restant dû (CRD) au 31/12/2019	6 245 283 €	3 665 104 €	1 195 572 €
dont sans risque (catégorie A1 de la charte Gissler)	5 023 507 €	3 665 104 €	1 195 572 €
dont barrière simple (catégorie B1 de la charte Gissler)	1 221 776 €	- €	- €
CRD par habitant (pop. légale 2019)	137,11 €	80,46 €	26,25 €
Taux moyens approchés des intérêts de la dette	3,30%	3,80%	3,42%
Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement	28%	145%	24%

A titre de comparaison, pour les communautés de communes à fiscalité professionnelle unique en 2019, l'encours moyen de dette par habitant se situe à 181 €, et le taux d'endettement moyen est de 55% des recettes réelles de fonctionnement (source DGCL « Les collectivités locales en chiffres 2019 »).

Les perspectives d'endettement sont différentes selon les budgets :

- ✧ **Budget principal** : 5,11M€ des 6,25M€ d'encours de dette actuels sont liés au financement du centre aquatique Ovide (amorti sur 30 ans). Les conditions de recours à l'emprunt seront revues en fonction des nouveaux projets.
- ✧ **Budget eau** : les données sont en cours de consolidation mais des enjeux forts de sécurisation de l'approvisionnement nécessiteront un arbitrage quant au niveau de redevance, au rythme de mise en œuvre du programme à arrêter et au niveau d'endettement de ce budget annexe.
- ✧ **Budget assainissement** : le plan pluriannuel d'investissement nécessitera un recours à l'emprunt conséquent sur les six prochaines années, avec une première contractualisation de 1,7 M€ début 2019 et une seconde 0,45 M€ début 2020.
- ✧ **Budget ordures ménagères** : l'endettement actuel est essentiellement issu des aménagements des points d'apport volontaire enterrés et semi-enterrés réalisés en 2012. Il est prévu d'autofinancer les nouveaux projets d'équipement.
- ✧ **Budget mobilité** : il n'y a pas d'emprunt en cours ni de recours à l'emprunt programmé.
- ✧ **Budget de la zone artisanale de Noviant-aux-Prés** : la dernière annuité d'emprunt a été réglée le 1<sup>er</sup> janvier 2017. Un nouvel emprunt pourrait être envisagé pour financer des travaux complémentaires sur la zone.
- ✧ **Budget du pôle industriel Toul Europe** : les opérations engagées par la Communauté ont vocation à se financer par les cessions de parcelles. Pour autant, des emprunts pourront s'avérer nécessaires pour la durée du portage de l'opération. Pour minimiser les frais financiers, une première avance remboursable du budget principal a été opérée.



## D/ LES RESSOURCES DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMUNAUTE

Afin de financer l'exercice des compétences qui lui sont dévolues, la Communauté dispose de diverses ressources.

### La fiscalité

La réforme de la fiscalité directe locale a été présentée en première partie. Le « panier fiscal » de la CC2T n'est pas modifié en 2020 : les effets pour la communauté s'appliqueront à compter de 2021.

Pour la troisième année d'application du nouveau mécanisme de détermination automatique du coefficient de revalorisation forfaitaire des valeurs locatives à usage d'habitation, l'évolution des bases de la fiscalité locale est dorénavant calculée à partir de l'évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé (article 1518 bis CGI), soit pour 2020 un coefficient d'actualisation de 1,2%, ramené par l'Etat à 0,9% en ce qui concerne la taxe d'habitation dans le cadre de la réforme.

Pour l'heure, la Communauté ne dispose pas d'éléments pour ce qui concerne les locaux commerciaux. Il importe de noter que la révision des valeurs locatives des locaux professionnels, pour laquelle le législateur a prévu un « planchonnement » (consistant à diminuer de moitié l'écart entre l'ancienne valeur locative et la nouvelle valeur locative révisée neutralisée) et un lissage des effets sur une période de 10 ans à compter de 2017, continue de générer des effets importants pour les établissements concernés, certains contribuables du territoire constatant une variation importante de leur imposition (taxe sur le foncier bâti et cotisation foncière des entreprises). Les remarques formulées à l'époque par la Commission Intercommunale des Impôts Directs (CIID) de la Communauté Terres Toulaises n'avaient pas été reprises dans le processus d'évaluation fiscale. A ce stade, toutes les conséquences fiscales de cette réforme ne sont pas mesurées.

**Aucune modification des taux n'est envisagée :**

	Taux 2016 CCT	Taux 2016 CC2H	TMP 2017 CC2T	TMP depuis 2018 CC2T	Taux moy. nat. CC à FPU *	Bases estimées pour 2020 en K€	Produit estimé pour 2020
Taxe d'habitation (TH)	10,10%	9,81%	10,05%	<b>10,05%</b>	8,62%	54 798	5 507 210
Taxe foncière sur le bâti (TFB)	0,056%	3,04%	0,759%	<b>1,30%</b>	2,37%	55 197	717 560
Taxe foncière sur le non bâti (TFNB)	1,53%	5,05%	2,36%	<b>2,36%</b>	7,40%	1 226	28 924
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	23,41%	20,14%	22,26%	<b>22,26%</b>	24,94%	21 033	4 681 980
						<b>Réal. 2019</b>	<b>Prév. 2020</b>
Cotisations sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)						2 728 809	2 719 490
Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)						706 562	706 562
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseau (IFER)						1 032 321	1 032 321

\* Source : circulaire ministérielle de calcul de la DGF 2019

La Communauté doit reverser à l'Etat, chaque année, 1,3M€ au titre du fonds national de garantie individuel des ressources (FNGIR neutralisant l'impact de la réforme de la taxe professionnelle de 2011).

La Communauté reverse également des attributions de compensations positives aux communes, de l'ordre de 8,1M€ si l'on tient compte de la diminution envisagée dans le cadre du second volet du pacte fiscal et financier entre Communes et Communauté. Elle perçoit par ailleurs 0,15M€ d'attributions de compensation négatives, réduites de 30% suite à fusion dans le cadre du premier volet du pacte. Pour mémoire, les attributions de compensation garantissent la neutralité financière du transfert en année zéro (au moment du passage à la fiscalité professionnelle unique et à l'occasion de chaque nouveau transfert de compétence ou changement de périmètre). L'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts fixe précisément les modalités de calcul afférentes.

S'agissant de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, la part incitative s'applique désormais à l'ensemble des habitants du territoire (hors zones d'activité définies par l'ex-CC2H). Il reste à harmoniser la gestion et le financement des déchets assimilés.

	Produit 2013	Produit 2014	Produit 2015	Produit 2016	Produit 2017	Produit 2018	Produit 2019
TEOM de Hazelle-en-Haye	613 761	710 941	744 968	759 858	3 531 635	3 567 669	3 545 938
TEOM puis TEOMi en 2014 du Toulinois	2 921 238	2 735 503	2 648 496	2 731 897			
TEOM de Villey-le-Sec	ND	34 130					
REOM (Côtes en Haye)	119 640	112 935	110 908				

Tel qu'envisagé dans le cadre du second volet du pacte fiscal et financier entre Communes et Communauté, la création d'une Dotation de Solidarité Communautaire (DSC) portée à 500 000 € versés aux communes apparaît à compter de 2020 dans le budget communautaire comme une atténuation de produits fiscaux. Les éventuels flux en matière de foncier bâti perçu par les communes sur les zones communautaires ou reversements d'IFER n'apparaîtraient qu'à partir de 2021.

## Le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC)

Le mécanisme de péréquation est désormais maintenu à un milliard d'euros par an. L'ensemble intercommunal agrégé est désormais contributeur du fonds, même si le territoire bénéficie pour la dernière fois en 2020 d'une garantie dégressive (50% du montant de 2019 tel que prévu dans la loi de finances pour 2020).

Dans le cadre du second volet du pacte fiscal et financier entre Communes et Communauté, il est proposé que l'intercommunalité prenne en charge le prélèvement, ce qui nécessite une décision unanime du conseil communautaire, et bonifie le montant reversé aux communes, avec des conditions identiques à celles retenues en 2019.

L'évolution du FPIC pour le territoire est donc projetée comme suit :

		2017		2018	2019		2020	
		droit commun	dérog. voté	droit commun	droit commun	dérog. voté	droit com. estimé	dérog. proposé
Garantie :	communes	619 536	698 606	477 051	362 512	414 039	181 256	209 801
	CC2T	309 543	230 473	312 664	190 289	138 762	95 145	66 600
Prélèvement :	communes	-43 749	0	-43 020	-78 190	0	-82 500	0
	CC2T	-74 362	-118 111	-90 003	-136 659	-214 849	-150 000	-232 500

## Les dotations et subventions perçues

La principale dotation perçue par la Communauté reste la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF), fortement marquée avant 2019 par la baisse nationale décidée par l'Etat au titre de la contribution au redressement des finances publiques.

La DGF de l'intercommunalité se compose de deux parts :

- la dotation d'intercommunalité, **réformée en 2019**,
- la dotation de compensation, correspondant à un montant figé au titre des baisses de dotation de 1998 et 2001, et de l'ancienne « part salaires » de la taxe professionnelle, à laquelle est appliquée chaque année une diminution.

La fusion n'avait pas généré de bonus pour le territoire en matière de DGF. Suite à la réforme de 2019, la CC2T passe d'une situation de dotation garantie et progressivement en baisse, à une situation de hausse progressive plafonnée de la dotation d'intercommunalité... mais dont la progression est annulée par la baisse de la dotation de compensation.

Il restera à mesurer les effets de la réforme de la fiscalité directe locale sur la dotation perçue et à suivre les éventuelles évolutions législatives en matière d'indicateurs financiers et de dotations.

**Il convient de souligner que la ponction opérée par l'Etat sur les dotations communautaires correspond à un prélèvement cumulé de près de 5M€ sur la durée du mandat (CCT+CC2H+CC2T), réduisant d'autant les capacités d'investissement de la Communauté.**

	Réal. consolidés 2015	Réal. consolidés 2016	Réalisation 2017	Réalisation 2018	Réalisation 2019	Prévision 2020 <i>sous réserves</i>
Dotation d'intercommunalité	857 288 €	523 547 €	444 530 €	445 151 €	486 049 €	534 654 €
Dotation de compensation	1 921 788 €	1 884 600 €	1 831 987 €	1 793 732 €	1 752 546 €	1 712 306 €

La Communauté reçoit par ailleurs d'autres dotations et subventions, notamment la DC RTP, dotation spécifique transférée par certaines communes suite à la réforme de la taxe professionnelle et à leur passage en fiscalité professionnelle unique (367K€ perçus en 2019), les aides perçues par le chantier d'insertion de la Communauté (238K€ en 2019), les aides relatives aux services faisant l'objet de budgets annexes (concours des éco-organismes et aides spécifiques de l'ADEME pour le budget TEOM et prime à l'épuration versée par l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse pour le budget assainissement), les aides de la CAF et de la MSA pour le fonctionnement des crèches de Bois-de-Haye, de Manonville et du RAMPE, et pour l'aire d'accueil des gens du voyage, etc.

## Les redevances et diverses recettes

Les redevances concernent notamment la redevance d'eau potable à compter de 2020, la redevance d'assainissement collectif et les surtaxes collectées par les délégataires, les droits d'entrée du centre aquatique Ovide, la redevance spéciale d'enlèvement des déchets professionnels, la contribution des parents au fonctionnement des crèches de Bois-de-Haye et Manonville et les droits des aires d'accueil des gens du voyage. **Aucune modification tarifaire n'est envisagée pour 2020.**

Les autres recettes concernent les reventes des matières recyclables issues de la collecte sélective des déchets, les recettes des prestations du chantier d'insertion pour les communes, les loyers encaissés, etc.

## E/ LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMUNAUTE

Les dépenses (ou atténuations de produits) de la Communauté se caractérisent par une très forte rigidité : une dépense est dite « rigide » si elle est subie et reconduite dans le temps, sans que la collectivité ne puisse aisément décider de la réduire. Cela est particulièrement évident pour les attributions de compensation positives, le prélèvement au titre du FNGIR et les intérêts de la dette.

Les participations estimées pour 2020 (pour 3M€ au total) comprennent :

- La contribution au service départemental d'incendie et de secours (SDIS) : 1 589K€
- La contribution au syndicat mixte Grand Toulous : 800K€
- Les cotisations au Pays Terre de Lorraine et aux organismes satellites (Maison du Tourisme, ADTL, Mission Locale) : 398K€
- La contribution au service mutualisé Terres de Lorraine Urbanisme (TDLU) : 78K€
- La contribution à la Multipôle Sud Lorraine : 57K€
- La contribution à l'EPTB : 92K€
- Les cotisations aux instances représentatives et de conseil (ADM54, ADCF, Citoyens & Territoires) : 12K€
- Les contributions à l'EPA Dév.54, au Sillon Lorrain, au CAUE et au PNRL : 11K€

Les subventions envisagées tiennent compte pour 2020 de l'arrêt du fonds de solidarité enfance jeunesse (321K€).

Hors cotisations versées (article 6281), **les charges à caractère général (chapitre 011 consolidé) estimées pour 2020 (≈9,65M€) relèvent pour environ 40% du budget des ordures ménagères, 20% du budget principal, 20% du budget eau, 15% du budget assainissement, et moins de 5% du budget mobilité suite à la mise en œuvre de la DSP dédiée au 1<sup>er</sup> janvier 2020.**

Il peut être noté que la trajectoire de la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP) établie par la loi de finances pour 2019 n'a pas été modifiée. Pour l'actuel site d'enfouissement des déchets ménagers résiduels en contrat avec la Communauté, la taxe passerait ainsi de 24 € à 65 € par tonne en 2025, ce qui correspond à un surcoût pour la Communauté d'environ 350 000 € TTC dans les conditions actuelles. Le passage au taux réduit de TVA de 5,5 % en 2021 pour les activités de tri sélectif (prestations spécifiques de collecte séparée, de collecte en déchèterie, de tri et de valorisation), figurant également à l'article 190 de la loi de finances, serait très loin de compenser cette charge supplémentaire.

Les prévisions en matière de dépenses sur la régie avec prestations de services de l'eau et de l'assainissement devront faire l'objet d'un suivi particulier et de probables décisions modificatives avec l'appropriation du nouveau fonctionnement.

Au budget principal, une attention particulière est portée sur la gestion de l'activité du centre aquatique Ovide dont les charges et produits évoluent comme suit :

Suivi analytique	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019
Charges de personnel	763 749	827 926	838 433	839 210	888 452	849 217	837 694	818 101
Autres charges	458 157	504 249	491 130	493 831	471 323	537 885	548 724	537 350
Produits	584 303	792 518	760 844	728 079	722 848	718 757	769 971	741 474
<b>Charge nette globale Ovide</b>	<b>637 603</b>	<b>539 658</b>	<b>568 719</b>	<b>604 962</b>	<b>636 927</b>	<b>668 345</b>	<b>616 447</b>	<b>613 977</b>

Hors amortissement du bâtiment et charges de la dette (590K€ en 2019).

Financement de la compétence « apprentissage de la natation » par le syndicat mixte Grand Toulous depuis septembre 2012.

Pour mémoire, le déficit d'exploitation de la piscine des Glacis (y compris le coût de l'apprentissage de la natation) était de 482 277 € en 2009.

La Cour des comptes s'est penchée en 2018 sur la gestion de « plus de 100 piscines et centres aquatiques » publics un peu partout en France : tous les équipements sondés sont déficitaires, de 640 000 euros par an en moyenne.

### Les dépenses de personnel

La masse salariale de la Communauté pour 2020 va évoluer significativement du fait des choix opérés en 2019 en matière de reprise par la CC2T de la compétence eau potable et de gestion en régie de l'eau et de l'assainissement (notamment pour la relation avec les usagers - facturation, réclamation, astreinte... - et pour certaines missions et interventions techniques). Dans ce cadre, des recrutements ont été opérés ou sont en cours, des indemnités d'astreinte ont été décidées, et les postes correspondants migrent vers des contrats de droit privé plus coûteux pour la collectivité (charges patronales plus élevées et mutuelle obligatoire notamment).

Masse salariale (chapitre 012)	Réalisé 2019	Prévision 2020
Eau	NA	367 766
Assainissement	388 350	568 483

En matière d'ordures ménagères, un effort particulier sera fait en matière de communication auprès des usagers dans le cadre de l'extension des consignes de tri. Pour mémoire, la Communauté gère en régie le haut de quai des déchèteries de Toul et Fontenoy-sur-Moselle.

Masse salariale (chapitre 012)	Réalisé 2019	Prévision 2020
Déchets ménagers	667 037	673 576

**Pour ces services, la masse salariale est initialement portée par le budget principal et répercutée intégralement aux budgets annexes**

Rapport d'orientation budgétaire de la CC2T pour 2020

le 31/01/2020

Application agréée E-legalite.com

99\_DE-054-200070563-20200130-2020\_01\_01-

Les charges de personnel du centre aquatique ont été évoquées précédemment. Un renfort de l'équipe s'avèrera nécessaire pour assurer les missions d'animation et de sécurité lorsque l'extension d'Ovive aura été réalisée (2021 au plus tôt).

Masse salariale (chapitre 012)	Réalisé 2019 *	Prévision 2020
Centre aquatique	818 101	851 326

En matière de petite enfance, la Communauté gère depuis 2017 le centre multi accueil Crechendo de Bois-de-Haye, et depuis 2019 le centre multi accueil La Clé des Champs de Manonville et le Relais Assistantes Maternelles, Parents, Enfants (RAMPE). L'encadrement nécessaire à l'activité est majoritairement financé par les aides de la Caisse d'Allocations Familiales, ainsi que par les participations des familles.

Masse salariale (chapitre 012)	Réalisé 2019 *	Prévision 2020
Petite enfance	787 283	849 614

Le pôle développement et aménagement, fortement investi sur toutes les questions d'aménagement des zones d'activités, économie, tourisme, habitat et urbanisme... a été complété courant 2018 d'un service dédié à la mobilité, l'un des deux agents ayant été détaché auprès du nouveau délégué depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Masse salariale (chapitre 012)	Réalisé 2019 *	Prévision 2020
Développement et aménagement	369 365	374 513

Les autres services concourent au fonctionnement de la Communauté, le cas échéant en soutien des communes.

Masse salariale (chapitre 012)	Réalisé 2019 *	Prévision 2020
Nature et GEMAPI	68 550	71 818
Service technique et d'insertion / gens du voyage	1 007 849	1 131 073
Communication	53 572	79 175
Autres moyens généraux	375 277	382 656

**Nota bene : la comparaison entre réalisé 2019 et prévision 2020 doit tenir compte de non-réalisations en 2019 liées notamment aux difficultés de recrutement (postes ouverts non pourvus), maladies, jour de carence, etc.**

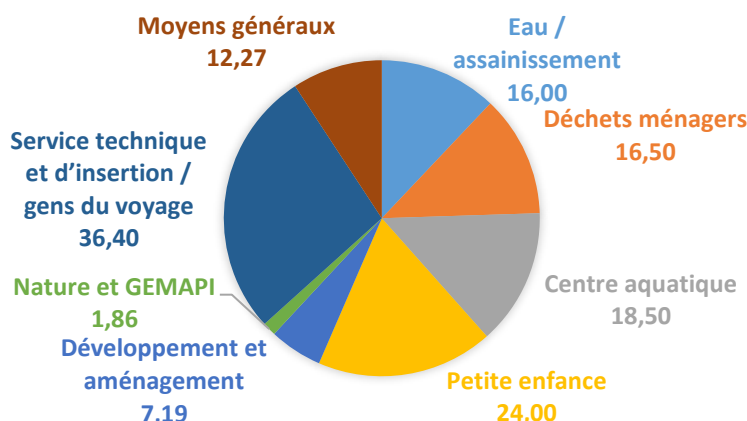
**Par ailleurs, dans certains services (crèches, Ovive, ST2i), les remplacements d'agents en arrêt de maladie ordinaire ou longue maladie impactent également les dépenses de personnel.**

La prévision de la masse salariale de la Communauté pour 2020 tient par ailleurs compte du complément indemnitaire annuel (CIA), prime facultative intégrée au RIFSEEP permettant de reconnaître spécifiquement l'engagement professionnel et la manière de servir des agents, décidé par la Communauté le 13 décembre 2018 et versé pour la première fois en juin 2020.

La prévision de masse salariale tient également compte des évolutions réglementaires et de la progression de carrière des agents (« glissement vieillesse / technicité »).

Elle s'établit ainsi provisoirement à 5,35M€, soit 25% des dépenses réelles de fonctionnement du budget principal envisagées pour 2020 (la moyenne nationale des CC à FPU se situe à 38,9% - source DGCL « Les collectivités locales en chiffres 2019 »).

Il n'est pas prévu de modification du temps de travail (régime des 35 heures) ou des avantages en nature. Toutefois, des demandes ont été formulées par les agents pour l'octroi de davantage de titres restaurants (actuellement au bénéfice des agents : 6 titres par mois d'une valeur de 6 € pris en charge à 50% par l'employeur, sous réserve de travailler au moins 6 journées dans le mois). Une discussion est par ailleurs engagée au sujet d'une possible participation de l'employeur aux mutuelles de santé.



#### EFFECTIFS AU 1<sup>er</sup> JANVIER EN E.T.P.

(équivalent temps plein, y compris contrats d'insertion et apprentissage)

Nota : 3 postes restent non pourvus dans le cadre de la régie eau et assainissement.

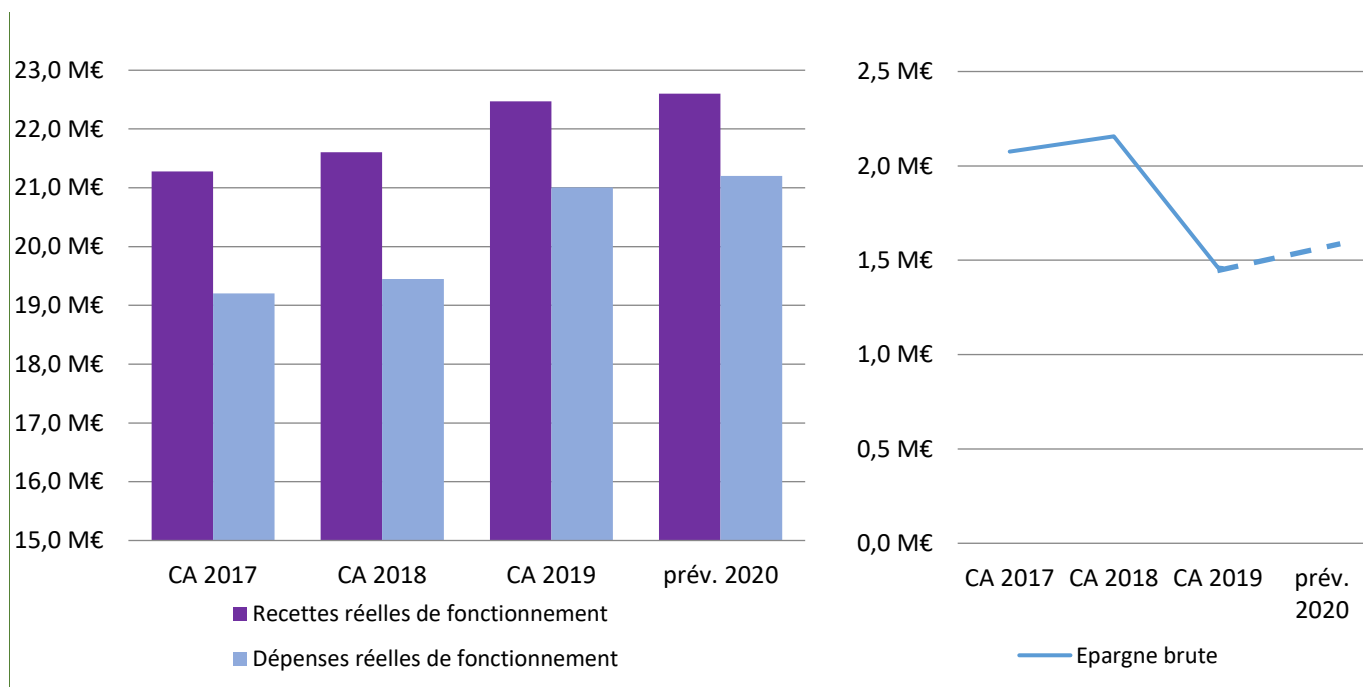
Détail 2019	Rémunérations principales (titulaires)	64111	1 899 657
	NBI, supplément familial, IR	64112	68 502
	Autres indemnités (titulaires)	64118	256 857
	Dont heures supplémentaires		38 467
	Rémun. non titulaires et insertion	6413/6	997 480

## F/ BALANCES GENERALES DE FONCTIONNEMENT

La traduction budgétaire de l'ensemble des éléments présentés précédemment se traduit, provisoirement, par les grandes masses suivantes pour le budget principal :

Chap.	RECETTES DE FONCTIONNEMENT	Réalisation 2019	Prévisions 2020	Chap.	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	Réalisation 2019	Prévisions 2020
002	Résultat de fonct. reporté	2 275 192	1 291 644	011	Charges à caractère général	2 366 408	2 485 000
013	Atténuation de charges	34 797	30 000	012	Charges de personnel	4 535 383	5 350 000
70	Produits du domaine et ventes div.	2 317 820	2 700 000	014	Atténuation de produits	9 748 319	10 160 000
73	Impôts et taxes	15 682 618	15 702 326	022	Dépenses imprévues	0	100 000
74	Dotations et participations	4 155 416	3 920 000	65	Autres charges de gest. courantes	3 138 133	2 920 000
75	Autres produits de gest. courante	116 908	140 000	66	Charges financières	218 062	215 000
77	Produits exceptionnels	79 357	50 000	67	Charges exceptionnelles	388	15 000
78	Reprises sur provisions	81 377	0	68	Dotations aux provisions	1 000 000	0
	<b>RECETTES REELLES DE FCT</b>	<b>24 743 486</b>	<b>23 833 970</b>		<b>DEPENSES REELLES DE FCT</b>	<b>21 006 693</b>	<b>21 245 000</b>

A ce stade, la prospective financière, établie sur la base des éléments connus à ce stade, laisse augurer une épargne brute du budget principal significative, que l'on peut illustrer comme suit (hors résultat cumulé) :



La Communauté devra veiller à préserver sa capacité d'intervention, sans nouvelle hausse de fiscalité, avec des taux qui restent inférieurs à la moyenne nationale des communautés de communes à fiscalité professionnelle unique.